

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 19 au 25
juin 2020

Région

COVID-19 : état des lieux et mesures sanitaires

Argentine

Restructuration de la dette publique : prolongation des négociations jusqu'au 24 juillet

Contraction de 5,4% g.a. de l'activité au 1^{er} trimestre 2020

Emploi : le taux de chômage atteint 10,4% au 1^{er} trimestre 2020

Le déficit budgétaire primaire atteint 3,6 Mds USD au mois de mai

Prolongation du contrôle des opérations financières par la BCRA

LATAM : tentative de renégociation de la décision de la compagnie aérienne de se retirer d'Argentine

Chili

Dégradation des prévisions

Nouvelle tendance à la dépréciation du peso chilien

Ralentissement du rythme de développement

La Banque centrale chilienne acceptée dans le programme d'opérations « repo » de la FED

Paraguay

Taux directeur abaissé à un minimum historique de 0,75%

Projet de loi de préférence nationale sur les marchés publics soumis à l'exécutif

Uruguay

Chute de 17,3% (g.a.) des recettes nettes de la direction générale des impôts en mai

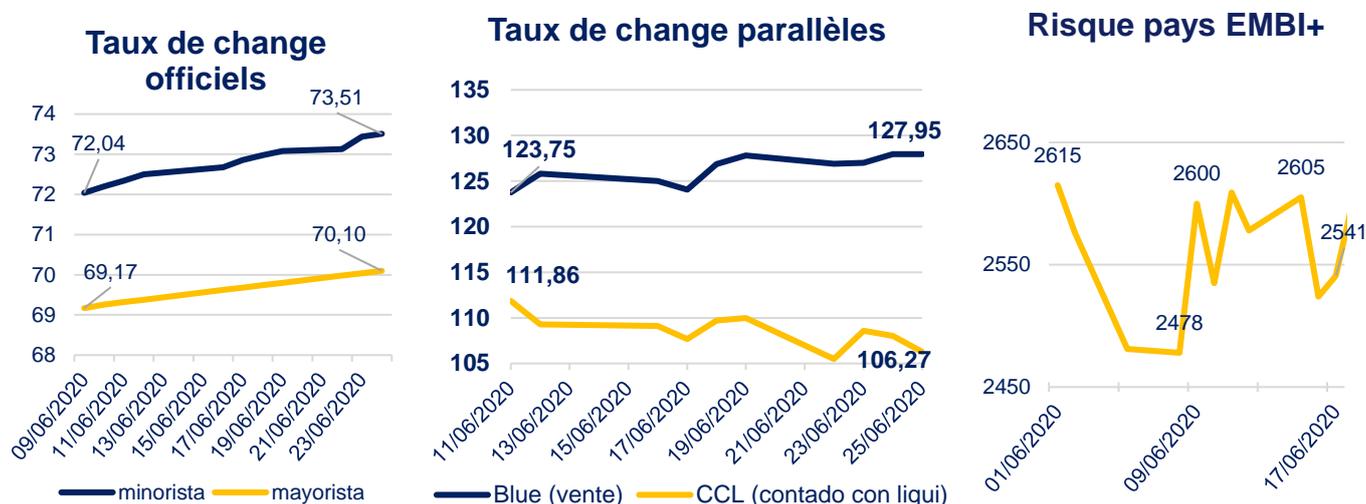
Politique monétaire : nouvelle émission à hauteur de 2 Mds USD

Région

COVID-19 : état des lieux et mesures sanitaires

Pays	Nombre de cas au 25 juin 2020	État des lieux sanitaire
Argentine	49 838 cas confirmés, (+ 2635 le 24 juin, un record de contagions en 1 jour) dont 13 803 guérisons et 1116 décès (+38 en un jour).	<p>Les records d'augmentation des cas, qui surviennent en dépit d'un confinement de 97 jours, incitent le gouvernement à revenir à un confinement plus strict, qui devrait officialiser ce jeudi 25 juin, lors d'une conférence du président, l'entrée de l'agglomération de Buenos Aires dans une nouvelle phase d'isolement social préventif et obligatoire, caractérisée par un renforcement des restrictions de circulation et activités actuellement en vigueur. Ces nouvelles prendraient effet dès lundi prochain et seraient accompagnées d'un accroissement des capacités de contrôle des autorités.</p> <p>Le gouvernement envisage toutefois de maintenir les commerces de proximité et les banques ouverts. L'objectif principal de ce renforcement de l'isolement social serait de limiter la circulation de la population, afin de ralentir l'augmentation des cas de contagion et d'éviter la saturation des unités hospitalières de soins intensifs.</p>
Chili	254 416 cas ont été confirmés, dont 215 093 guérisons et 4 731 décès.	Tout en soulignant une légère amélioration au cours des derniers jours, le ministre de la Santé, Enrique Paris, a annoncé hier une nouvelle prolongation de la quarantaine dans la zone métropolitaine de Santiago jusqu'au 3 juillet prochain, ainsi que l'extension des mesures de confinement à 5 communes additionnelles à compter du 26/06 (El Monte, Talagante, Calera de Tango, Graneros et Quillota).
Paraguay	1 528 cas déclarés, dont 944 considérés guéris et 13 décès.	Les autorités ont rapporté hier la découverte d'un foyer de cas positifs de COVID-19 dans une prison de la Ciudad del Este, où 39 détenus et 69 membres du personnel auraient été testés positifs. Ce pic intervient alors que depuis le 29 mars, le nombre de cas actifs et le nombre de personnes en soins intensifs suivaient une tendance à la baisse.
Uruguay	902 cas déclarés, dont 815 considérés guéris et 26 décès.	La détection de 43 nouveaux cas positifs dans le département de Treinta y Tres, frontalier du Brésil, a poussé le gouvernement à imposer de nouvelles restrictions dans cette partie du pays. La suspension du système éducatif jusqu'au 3 juillet prochain a ainsi été annoncée et sera accompagnée de la mise en place de postes de contrôle à l'entrée et la sortie de la capitale provinciale éponyme, ainsi que d'une campagne massive de tests et de l'isolement préventif obligatoire de 200 personnes ayant été en des contacts avec les personnes infectées.

Argentine



Restructuration de la dette publique : prolongation des négociations jusqu'au 24 juillet

Le gouvernement argentin a annoncé le 19 juin dernier une 5^{ème} extension des négociations avec les créanciers étrangers, cette fois pour 5 semaines, avec le 24 juillet comme nouvelle date-butoir. Si le ministre de l'économie Martin Guzman a indiqué ce matin que les négociations progressaient inégalement selon le groupe de créanciers, il semble que les discussions aichoppent en grande partie sur des questions juridiques liées au mécanisme d'accélération à inclure dans les nouvelles séries de titres. L'Argentine est entrée en défaut sélectif le 22 mai dernier (non-paiement d'une échéance de 503 MUSD) et deux nouvelles échéances de remboursement en dollars se présentent à la fin du mois de juin (le 28 et le 30 juin pour un total 317 MUSD).

Contraction de 5,4% g.a. de l'activité au 1^{er} trimestre 2020

Le PIB a enregistré une chute de 5,4% en glissement annuel (-4,8% par rapport au trimestre précédent), revenant à son niveau du T1 2010, alors même que l'activité n'a été que très partiellement affectée par le confinement (12 jours dont 8 ouvrables). Toutes les composantes de la demande sont en baisse, notamment la consommation privée (-6,6%), les exportations (-4,7%) et la formation brute de capital fixe (-18,3%), à son niveau le plus faible depuis 20 ans (12,5% du PIB).

En termes sectoriels, les principaux secteurs s'inscrivent également en repli : l'agriculture (-6,2%), l'industrie (-6,5%), la commerce de détail (idem), ou encore la construction (-20,8%).

La prochaine indication sera donnée mardi par la publication de l'estimation d'activité d'avril, dont la baisse devrait dépasser 20%.

Le Fonds monétaire international a par ailleurs dégradé ses prévisions de la croissance pour 2020 : l'Argentine serait l'un des pays les plus touchés d'Amérique latine, avec une récession attendue à 9,9% en 2020 et une reprise de 3,9% en 2021 (contre des estimations respectives de -5,7% et +4,4% il y a à peine deux mois). Certains analystes privés

parmi les plus réputés (Marina Dal Poggetto ou Marcos Buscaglia par exemple) anticipent déjà une récession à deux chiffres, allant jusqu'à 13%

Emploi : le taux de chômage atteint 10,4% au 1^{er} trimestre 2020

Au premier trimestre 2020, le taux de chômage a atteint les 10,4% (contre 8,9% au dernier trimestre de 2019), tandis que le taux d'emploi se situait à 42,2% (contre 43% au trimestre précédent). En glissement annuel, il s'agit de variations légères puisque les taux de chômage et d'emploi étaient respectivement de 10,1% et de 42,3% au 1^{er} trimestre 2019, ce qui s'explique en grande partie, dans le contexte économique évoqué supra, par l'interdiction des licenciements jusqu'à fin juillet. La réduction du taux d'emploi a touché tout particulièrement les travailleurs des secteurs de la construction, du transport et de la communication.

Le déficit budgétaire primaire atteint 3,6 Mds USD au mois de mai

Alors que les recettes fiscales ont augmenté de seulement 2,4% (g.a.) en termes nominaux au mois de mai (-31,6% en termes réels), les dépenses ont enregistré une augmentation de 97% par rapport à mai 2019 (+32,5% en termes réels, l'inflation annuelle s'élevant à 43,4%). Cela porte le déficit budgétaire primaire du mois de mai à près de 3,6 Mds USD, soit, pour un seul mois, 0,9% du PIB attendu sur l'année. Cette augmentation des dépenses résulte principalement du financement des aides sociales et des subventions économiques dans le contexte de l'épidémie du COVID-19. Elle porte le déficit total sur les 5 premiers mois de l'année à 3,1 points de PIB, soit le chiffre retenu par le ministre de l'économie pour l'ensemble de l'année, dans son dernier cadrage économique présenté au FMI.

Prolongation du contrôle des opérations financières par la BCRA

La Banque centrale (BCRA) a annoncé le 23 juin la prolongation de trois mesures destinées à fluidifier le fonctionnement du système financier et faciliter les opérations des PME.

- *Chèques* : la mesure prolonge d'une part (i) le décret 544/2020 (qui suspend la fermeture ou l'inhabilitation de comptes bancaires prévues par la loi 25.730) jusqu'au 31 décembre prochain et (ii) l'extension des délais de présentation de chèques et paiements différés (30 jours additionnels) jusqu'au 31 décembre (avec possibilité d'une seconde présentation de chèque en cas de refus pour fonds insuffisants et interdiction aux entités financières d'appliquer des commissions à leur client sur le motif d'un chèque refusé).
- *Restrictions sur les opérations réalisées dans des distributeurs automatiques* : l'interdiction aux entités financières d'appliquer des commissions pour les opérations effectuées (i) et la limite de retrait par jour fixée à 15 000 ARS (ii) sont prolongées jusqu'au 30 septembre.
- *Impayés et sanctions pour non-remboursement de crédit* : l'interdiction d'appliquer des intérêts additionnels punitifs pour les montants impayés est prolongée jusqu'au 30 septembre.

LATAM : tentative de renégociation de la décision de la compagnie aérienne de se retirer d'Argentine

Le gouvernement veut croire qu'un revirement est possible sur le dossier LATAM, la compagnie ayant sollicité son placement sous le régime de prévention des faillites et conservant ses droits de trafic pour 180 jours. Les demandes de LATAM semblent toutefois difficilement acceptables pour le gouvernement argentin. La compagnie souligne que sa filiale argentine est 30 % moins compétitive que le reste du groupe, avec des salaires du personnel de cabine supérieurs de 101% à la moyenne du groupe. Elle propose également la mise en place des systèmes de check-in automatiques, une réduction de certains bénéfices accordés à son personnel et une augmentation de la productivité. En autorisant une telle restructuration, le gouvernement créerait un précédent inacceptable pour les syndicats du secteur.

Chili

Dégradation des prévisions

La direction du budget a publié son rapport de finances publiques du second trimestre 2020, qui anticipe une récession du PIB de 6,5% en 2020, des prévisions d'inflation annuelle moyenne de 3,3%, un déficit public annuel de 9,6% (contre -4,4% projetés début 2020), une hausse record des dépenses publiques de 11,4% (contre 3,4% dans le budget initial, avec les trois plans de soutien de l'économie de 35 milliards USD entre 2020 et 2022), accompagnée d'une baisse des recettes fiscales de 16,1% (du fait, essentiellement, des baisses d'activité des entreprises).

Nouvelle tendance à la dépréciation du peso chilien

Alors que le peso a bénéficié d'une embellie entre avril et début juin (passage de 869 CLP / 1 USD mi-mars à 771 CLP au 8 juin, soit +11%), la devise chilienne est repartie dans un cycle de dépréciation (817 CLP / 1 USD au 22/06, soit -6% en deux semaines) exprimant le doute des marchés sur l'évolution de la pandémie dans le pays, l'échec de la politique du gouvernement face à la crise sanitaire et les dernières annonces d'aggravation de la situation économique.

Ralentissement du rythme de développement

Selon une étude du FMI, la crise sociale de fin 2019 et la crise sanitaire actuelle auront pour effet de décaler les projections de hausse du niveau de développement du Chili. La récession économique depuis le dernier trimestre 2019 devrait décaler les évolutions du revenu par habitant. Ainsi, le PIB/habitant du Chili (22 976 USD en 2019) n'atteindrait le niveau actuel du Portugal qu'en 2030 (contre 2026 auparavant) et celui de la Grèce en 2042 (contre 2034 auparavant).

La Banque centrale chilienne acceptée dans le programme d'opérations « repo » de la FED

La Réserve fédérale des Etats-Unis a accepté la demande du 3 juin dernier de la Banque centrale du Chili d'accéder au programme d'opérations « repo » (*Overnight Repurchase Agreement*). Cette décision permet au Chili d'échanger des bons du Trésor américain pour des USD grâce à un accord de rachat « overnight », conférant à la Banque centrale une possibilité de financement temporaire tout en lui évitant de vendre ses réserves internationales.

Paraguay

Taux directeur abaissé à un minimum historique de 0,75%

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale a annoncé une nouvelle réduction de 50 points de base du taux directeur, portant ce dernier à 0,75%. Le but de cette baisse est de promouvoir le crédit et soutenir la reprise de la demande afin d'accélérer la reprise économique du pays, dans un contexte de très faible inflation (-0,4% d'inflation accumulée entre janvier et mai 2020). Avant le début de la crise liée à l'épidémie du COVID-19, le taux directeur se situait à 4%.

Projet de loi de préférence nationale sur les marchés publics soumis à l'exécutif

La Chambre des députés a approuvé hier le projet de loi proposé par le Sénat modifiant l'article 2 de la Loi 4558/11 qui définit les mécanismes de soutien à la production et l'emploi national sur les contrats émanant de marchés publics. Cette proposition de loi dite de la « marge de préférence » dispose que les entreprises paraguayennes pourront proposer leurs services et produits pour un montant jusqu'à 40% supérieur aux offres des concurrents étrangers dans les contrats publics (cette marge de préférence nationale est aujourd'hui de 20%). Ce projet de loi, qui s'inscrit dans une volonté de réactivation de l'économie nationale, est maintenant soumis à l'exécutif, qui pourra décider de sa promulgation ou y opposer un veto.

Uruguay

Chute de 17,3% (g.a.) des recettes nettes de la direction générale des impôts en mai

Les recettes nettes de la direction générale des impôts ont diminué de 17,3% (g.a.) en mai dernier. Cette réduction des recettes a notamment été causée par la chute des revenus issus des impôts à la consommation (-20,4% g.a.) et des impôts sur le revenu (-19,6% g.a.). En cumulé entre janvier et mai 2020, les recettes nettes ont enregistré une variation réelle de -5,2% par rapport à la même période de 2019.

Politique monétaire : nouvelle émission à hauteur de 2 Mds USD

Le ministère de l'économie et des finances a annoncé ce mercredi 24 juin l'émission d'un nouveau bon du Trésor en unités indexées (UI), d'un montant de 1,6 Mds USD, à échéance 2040 avec un taux d'intérêt de 3,875%. Cette émission s'ajoute à la réouverture d'un bon en USD à échéance 2031, à hauteur de 400 MUSD et avec un taux d'intérêt – historiquement bas - de 2,47%. Le succès de cette double émission, sur-souscrite 7,5 fois, montre, dans un contexte mondial d'excédent de liquidité, la confiance que les marchés accordent à l'émetteur uruguayen. Les dernières estimations des besoins de financement du gouvernement central pour l'année 2020 s'élevaient à 4,65 Mds USD, soit une augmentation de 676 MUSD par rapport aux estimations de janvier dernier.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenosaires@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Julie Véguer, Ekkaphol Suphanvornanop et
Marc Legouy

Revu par : Bruno Ménat et Laurent Charpin

Version du 25 juin 2020